Etude SFCR 2020 sur les acteurs français à dominante Prévoyance & Santé | Christelle Desouhant et Vincent Soulas

Malgré le **contexte exceptionnel de crise sanitaire liée à la Covid-19**, **l'année 2020** ne déroge pas à la règle et les organismes d'assurance ont dû satisfaire aux exigences réglementaires de reporting Solvabilité 2. Pour faire face aux éventuelles difficultés de production dans ce contexte particulier, le régulateur avait assoupli le calendrier afin que toutes les entités puissent adresser leurs rapports dans les délais tout en concentrant au maximum leurs efforts sur la gestion des sinistres, essentielle dans cette période.

Cette étude vise à analyser l'évolution **des principaux indicateurs Solvabilité 2** en **2020** sur **les entités à dominante Prévoyance et Santé.** Elle repose sur un panel de **139 entités*** en 2020, composé de **12** (ré)assureurs traditionnels, **7** assureurs mutualistes, **100** mutuelles et **20** institutions de prévoyance (IP). Ces entités représentent environ **30,6 Mds€** de primes acquises en affaires directes (brutes de réassurance) et sont toutes en Formule Standard. Elles ont été sélectionnées du fait de leur forte représentativité sur les activités **Prévoyance et Santé**. Des exclusions de certaines compagnies, jugées non représentative du marché du fait de leur structure spécifique, ont été réalisées. Les éléments présentés dans ce document s'appuient en majeure partie sur l'analyse des SFCR et QRT publics.

Ratios de couverture SCR et MCR– SFCR 2017-2020

Après une période de stabilité observée entre 2017 et 2019, une baisse de **13 points** apparaît en 2020 sur le ratio de solvabilité, quel que soit le type d'organisme.
Sur le panel, les assureurs mutualistes **(-1pt)**, majoritairement engagés sur la branche Santé, semblent avoir mieux résister à la crise, par rapport aux **IP (-14pts)**, aux **assureurs (-10pts)**, et aux **mutuelles (-11pts)**.

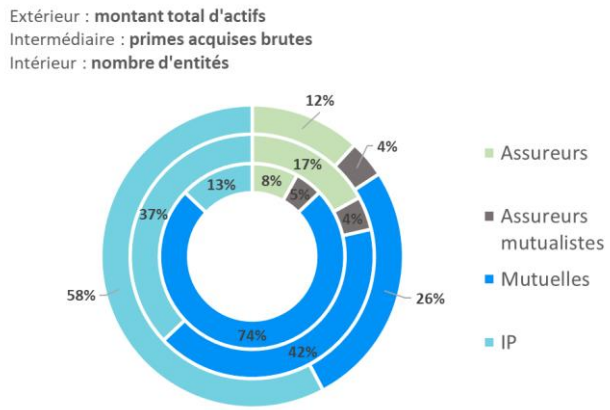
Pour cet exercice, les organismes ont été doublement touchés par :

- ✓ La **crise sanitaire de la Covid-19** qui a bousculé le secteur : un recul du chiffre d'affaires a été globalement constaté ainsi que de fortes hausses de sinistralité, notamment sur la branche Arrêt de travail, que les gains constatés sur la branche Frais de santé n'ont pas pu rééquilibrer. Cela est d'autant plus vrai que certains acteurs ont mis en place des mesures d'accompagnement exceptionnelles (fonds de solidarité, gestes commerciaux) et que tous ont été soumis à la taxe Covid.
- ✓ La **conjoncture économique** : avec une nouvelle baisse des taux constatée à fin 2020 (malgré un léger rebond au second semestre), cette dernière a réduit les fonds propres des organismes d'assurance offrant majoritairement des produits de rentes, à duration plus longue.

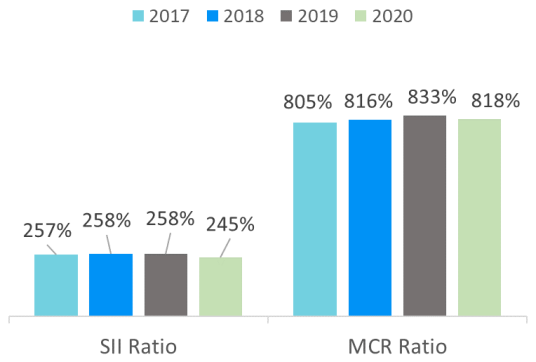
En 2020, toutes les entités déclarent un taux de couverture Solvabilité 2 **à plus de 120%**.

(*) le panel a dû parfois être adapté pour estimer certains indicateurs et faire face à des problématiques de disponibilité des données

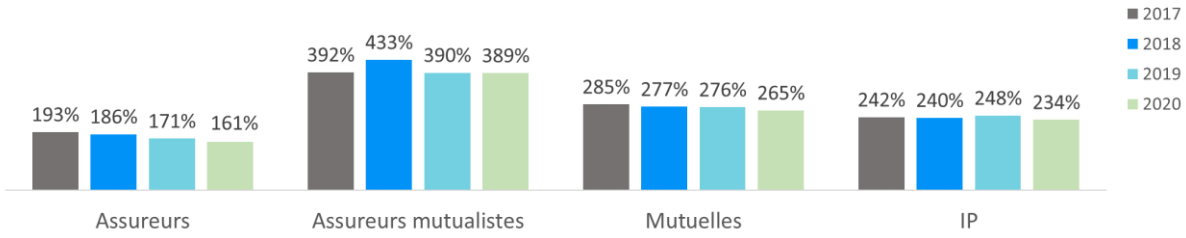
Répartition des entités du panel 2020 par type d'organismes en (%) – SFCR 2018-2020



Ratios SII et MCR Totaux – SFCR 2017-2020



Ratios SII par type d'organismes – SFCR 2017-2020



Etude SFCR 2020 sur les acteurs français à dominante Prévoyance & Santé

Répartition des actifs – SFCR 2018-2020

La répartition des actifs est relativement stable depuis 2018. Au sein du panel, les investissements dans les obligations gouvernementales et d'entreprises représentent **près de 35%** en 2020 tandis que les actions, l'immobilier et la trésorerie représentent une part très peu significative des actifs (respectivement près de 1%, 2% et 3%). Les fonds représentent, quant à eux, une part conséquente **(21%)** du total des actifs.

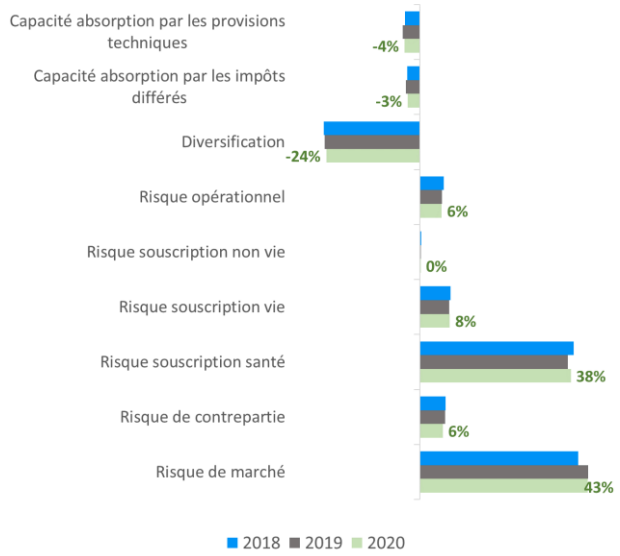
Sur ces allocations, il existe des différences notables entre les différents types d'organismes : les mutuelles et les assureurs mutualistes détiennent une part plus conséquente de classes d'actifs moins risqués (trésorerie et immobilier) que les assureurs traditionnels et les IP.

Répartition des risques au sein des SCR – SFCR 2018-2020

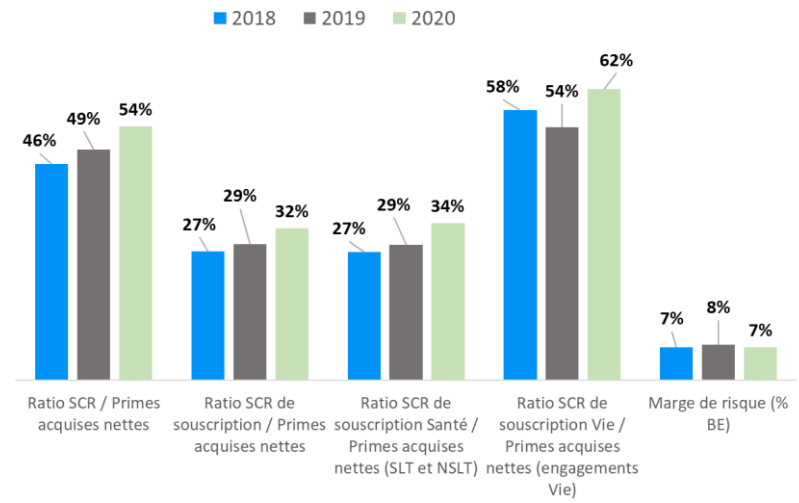
La répartition des risques est assez semblable sur les 3 dernières années. Sur le panel, **les risques de marché et de souscription santé** représentent les deux risques prépondérants avec respectivement, en 2020, **43% et 38% de la somme des risques** y.c. risque opérationnel. En revanche, cette répartition est assez différente entre les organismes du fait des disparités observées dans les allocations d'actif.

Sur le panel étudié, aucune entité ne déclare avoir dû comptabiliser **un capital add-on** en 2020 contre une seule en 2019.

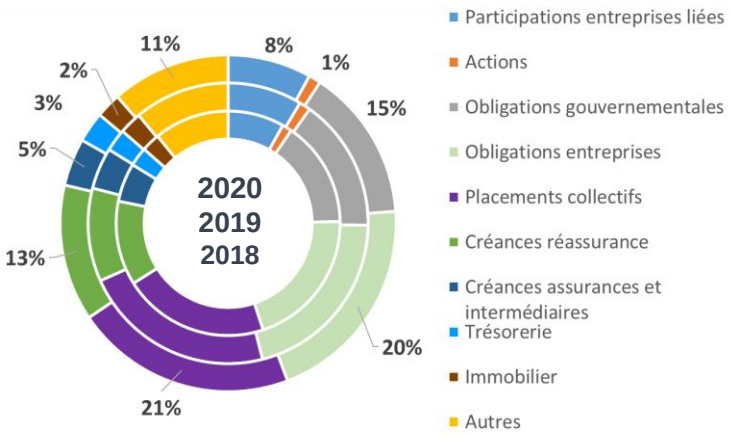
Répartition SCR (Formule Standard) – SFCR 2018-2020



Ratio SCR / Primes acquises nettes de réassurance et marge de risque – SFCR 2018-2020



Répartition des actifs – SFCR 2018-2020



Couverture du SCR – SFCR 2018-2020

NB : le scope retenu pour les indicateurs présentés peut être variable d'une année sur l'autre. En effet, certaines entités n'ont pas été retenues sur l'ensemble des années, en raison de problématiques de disponibilité des données.

Le ratio [SCR / primes acquises nettes] augmente encore cette année (+ **5pts** par rapport à 2019). Cette hausse est principalement due au SCR marché et au SCR souscription.

Focus sur la correction pour volatilité

En 2020, parmi les 139 acteurs du panel, 30 utilisent la correction pour volatilité. Cette dernière joue favorablement à hauteur d'environ 3pts en moyenne sur le ratio de couverture du SCR lorsqu'elle est utilisée.

Marge de risque – SFCR 2018-2020

La marge de risque demeure relativement stable au niveau agrégé. Il convient toutefois de noter que la marge de risque en pourcentage du Best Estimate est assez fluctuante en fonction des lignes d'activité.

Etude SFCR 2020 sur les acteurs français à dominante Prévoyance & Santé

Répartition des BE – SFCR 2018-2020

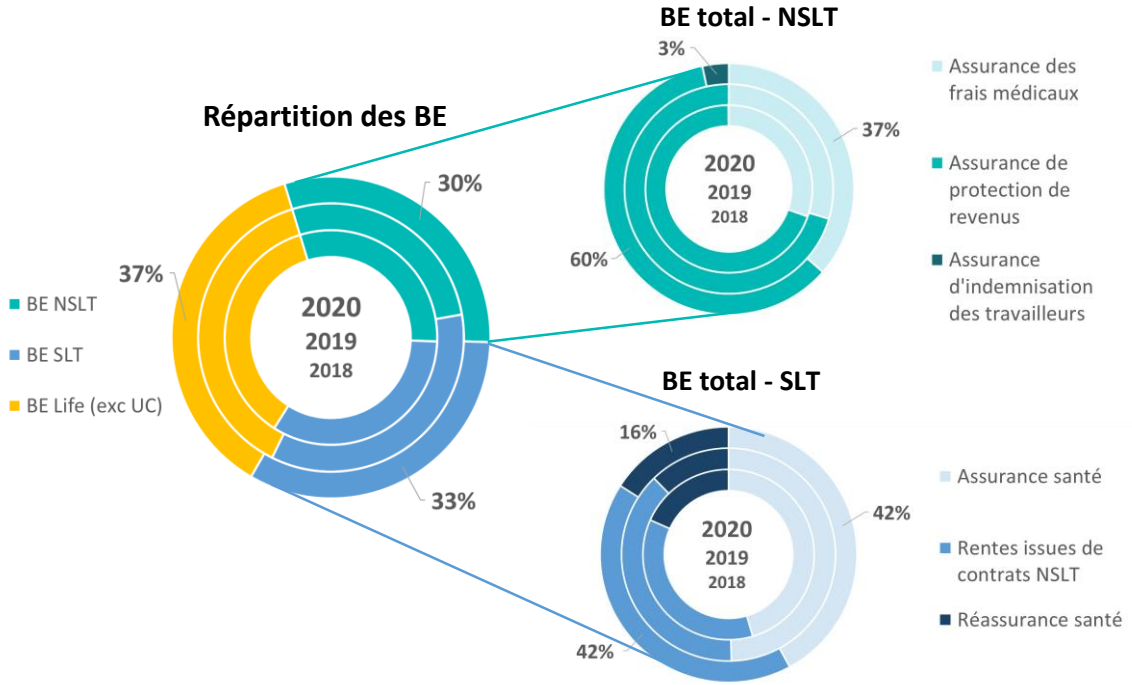
NB : le montant total de BE Non-Life n'étant pas significatif pour les entités du panel, le BE Non-Life n'apparaît pas sur le graphique de répartition des BE. Par ailleurs, bien que comptabilisées dans le graphique de totaux par maille NSLT - SLT* - Life, des lignes d'activités (« LoB ») ne sont pas intégrées dans les graphiques détaillés par LoB pour cause de montants de BE non significatifs.*

Les entités de l'étude sont quasiment équi-réparties entre BE NSLT*, SLT* et Life. Les portefeuilles NSLT et SLT sont majoritairement composés des LoB suivantes :

- **NSLT** : protection de revenus, frais médicaux
- **SLT** : rentes issues de contrats NSLT et assurance santé

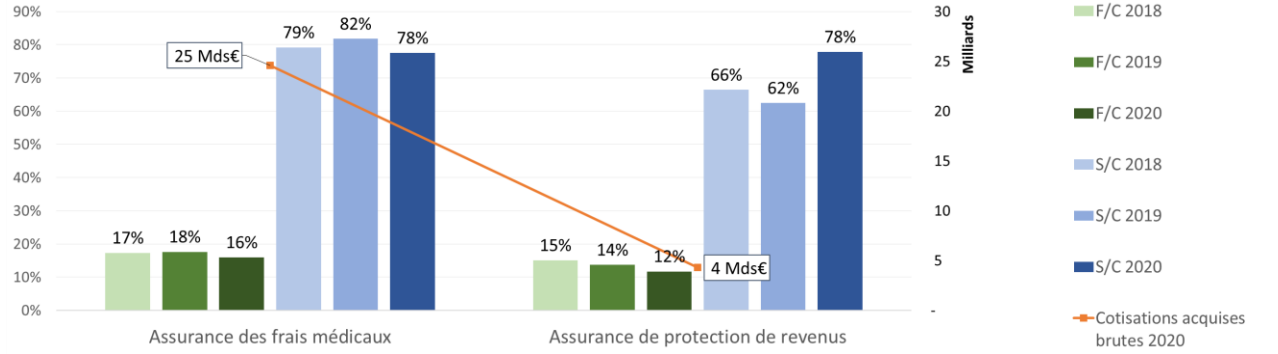
Sur le panel étudié, le mix des activités (en % du BE) **reste relativement stable** sur les trois dernières années.

Répartition des BE – SFCR 2018-2020



(*) SLT : Similar to Life Techniques / NSLT : Non Similar to Life Techniques
(**) : F/C et S/C correspondent resp. aux ratios [Frais totaux] / [Cotisations] et [Charge de sinistres] / [Cotisations] y.c. acceptations. (source : QRT S.05.01.02)

Evolution des ratios de frais (F/C**) et de sinistralité (S/C**) bruts de réassurance – SFCR 2018-2020



Evolution des ratios combinés des LoB NSLT – SFCR 2018-2020

Santé : alors que l'année 2020 devait être marquée par la dernière étape de la mise en place de la réforme **100% Santé** (sur l'optique, notamment), la crise sanitaire est venue bouleverser le secteur par l'intermédiaire des deux confinements de 2020 (mars-avril et octobre-novembre) et la reprogrammation nécessaire des soins pour permettre de désaturer les hôpitaux. Cela s'est traduit par un recul de la consommation médicale malgré des rattrapages constatés post-confinement et la contribution exceptionnelle dont les organismes ont dû s'acquitter (« Taxe Covid », assise sur les primes) lissée sur 2 ans (2,6% en 2020 et 1,3% en 2021). Cette contribution estimée à **1,5Mds€** pourrait être ajustée en 2021 par le ministère de la santé.

Ainsi, sur le panel étudié, une baisse de **4pts de S/C** est constatée en 2020 alors que les frais restent globalement stables sur les 3 dernières années. Il y a une disparité notable entre les types d'organismes: 69% [assureurs], 76% [assureurs mutualistes], 77% [mutuelles], 84% [IP].

Protection des revenus : l'année 2020 a été marquée par une **hausse importante du nombre d'arrêts de travail** des personnes malades de la Covid-19 ainsi que par les procédures préventives d'isolement des cas contacts et de personnes à risque notamment. S'agissant principalement d'arrêts de court terme, ils ont eu un impact plus conséquent sur la sinistralité des assureurs proposant des couvertures à franchises courtes. Les cas de Covid longs et la prolongation d'arrêts de travail survenus avant la crise sont également venus augmenter le ratio de sinistralité sur cette branche.

Sur le panel étudié, une hausse d'environ **16pts** a été constatée **sur le S/C**, alors qu'une légère baisse sur les frais est constatée sur les 3 dernières années. En termes de sinistralité, il y a une disparité notable entre les types d'organismes : 60% [assureurs], 103% [assureurs mutualistes], 81% [mutuelles], 81% [IP, qui présentent la plus grande hausse de ratio S/C sur le panel (+ 21pts)].

Comme sur la santé, les couvertures collectives ont, dans certains cas, souffert de défaut de paiement de primes qui ont eu pour conséquence de dégrader ce ratio.

L'année 2020 : la crise Covid-19, et des incertitudes pour 2021

L'année 2020 a été une année exceptionnelle, en particulier pour les **organismes à dominante Prévoyance et Santé**, qui ont été en première ligne dans cette crise pandémique. Si des baisses de sinistralité ont pu être observées en santé, elles ont été plus que compensées par la **hausse de sinistralité** en prévoyance ainsi que par la **taxe Covid** et les **mesures de soutien** aux entreprises et particuliers (délai de paiement des cotisations, prise en charge des IJ des personnes vulnérables, maintien des couvertures des salariés en activité partielle, diminution des délais de carence, …). Le CTIP annonce par exemple que les IP ont mobilisé en 2020 plus d'un milliard d'euros pour soutenir les assurés.

La crise a également impacté profondément la manière dont les organismes d'assurance gèrent leur activité, en accélérant leur digitalisation. Pour autant, certains acteurs ont pu faire face à des **problématiques de gestion courante des sinistres** de nature à impacter la modélisation des risques sous-jacents (e.g. cadences de développement perturbées). De plus, la pandémie a affecté le mix de consommation médicale de l'année, la fréquence et la durée moyenne de maintien en arrêt de travail, phénomènes dont les organismes devront tenir compte et qui pourront les amener à **adapter leurs modèles et hypothèses.**

Le secteur de la **santé**, déjà fortement bouleversé au niveau réglementaire (**réforme 100% santé, résiliation infra-annuelle**), a dû s'adapter à la crise : la digitalisation de la médecine déjà en forte croissance a connu un essor précipité avec la flambée des **téléconsultations** pendant les périodes de confinement. En **prévoyance**, la très forte hausse des **arrêts de travail** a fortement dégradé la sinistralité des organismes d'assurance. Malheureusement, la crise n'est pas encore terminée et **il est probable que ses effets perdurent** (incertitude sur les impacts du décalage des soins ayant dû faire l'objet de reprogrammations, effet des confinements sur l'activité physique et la nutrition, impacts sur la **santé mentale**…). Pour répondre à ces problématiques, les organismes d'assurance s'adaptent et proposent de **nouvelles garanties** élargies : prise en charge de séances de psychologie (la FNMF estime ce coût entre 150 et 200 millions d'euros en 2021), extension des garanties aux expatriés, etc.

Par ailleurs, l'année 2020, malgré la crise, a encore été marquée par quelques rapprochements d'acteurs, en particulier dans le **secteur mutualiste**. Cette restructuration progressive du secteur vient illustrer un marché Prévoyance & Santé de plus en plus compétitif et sur lequel les assureurs ont la volonté de se recentrer avec le niveau extrêmement bas des taux qui vient mettre à mal la rentabilité des contrats d'épargne.

The recipient should not construe any of the material contained herein as investment, hedging, trading, legal, regulatory, tax, accounting or other advice. The recipient should not act on any information in this document without consulting its investment, hedging, trading, legal, regulatory, tax, accounting and other advisors. The materials in this document represent the opinion of the authors and are not representative of the views of Milliman, Inc. Milliman does not certify the information, nor does it guarantee the accuracy and completeness of such information. Use of such information is voluntary and should not be relied upon unless an independent review of its accuracy and completeness has been performed. Materials may not be reproduced without the express consent of Milliman.

Questions, contact: Veille.Reglementaire@milliman.com

Risk Dashboard Avril 2021 (source EIOPA)

Sur la base de données collectées à Q4 2020 auprès d'un large panel d'assureurs européens, des dernières informations de marché et de toute information disponible, l'EIOPA a résumé dans le tableau ci-dessous la situation à Q1 2021 du niveau des risques auxquels sont soumis les assureurs :

Risques	Niveau	Tendance (Q1 2021)	Horizon (à 1 an)
Risques macro économiques	Elevé	Baisse	Stable
Risques crédit	Moyen	Stable	Hausse
Risques de marché	Moyen	Hausse	Stable
Risque de liquidité et de financement	Moyen	Stable	Stable
Solvabilité et profitabilité	Moyen	Stable	Stable
Interdépendances et déséquilibres	Moyen	Stable	Stable
Risques de souscription	Moyen	Stable	Stable
Perceptions du marché	Moyen	Hausse	Stable

Clés de lecture :
Cette étude s'appuie sur l'analyse des informations issues des reportings S2. Les sources principales des données utilisées sont les rapports annuels et trimestriels sur la stabilité financière des groupes d'assurance. Ces données sont complétées par les rapports prudentiels trimestriels et annuels. En sus, des données publiques sont également utilisées. A partir de cela, l'EIOPA construit des indicateurs (éléments décrits ci-après) auxquels un score est associé. Ces scores sont ensuite transformés et agrégés pour obtenir les 4 niveaux de risque.

Risques	Exemples d'indicateurs
Risques macro économiques	Croissance économique, indice des prix à la consommation, balance fiscale
Risques crédit	Exposition d'une catégorie d'actif vs. mesure du risque de crédit de cette catégorie
Risques de marché	Exposition vs. mesure du risque (via les taux de rendements), indicateur capturant différence entre taux d'intérêt garanti et retours sur investissement
Risque de liquidité et de financement	Taux de rachat, détention de cash & équivalents de cash, etc.
Solvabilité et profitabilité	Ratios de solvabilité, qualité des fonds propres, ratios combinés, ratios de retours sur investissement
Interdépendances et déséquilibres	Assureurs & réassureurs (volumes primes cédées), assureurs & banques, détention de dérivés, exposition à la dette souveraine, etc.
Risques de souscription	Evolution des primes émises, sinistralité, indicateur cat nat
Perceptions du marché	Analyse de la performance du marché de l'assurance, analyse des ratings, etc.

https://www.eiopa.europa.eu/tools-and-data/risk-dashboard
https://www.mutualite.fr/presse/taxe-covid-complementaire-sante-solidaire-la-mutualite-francaise-alerte-sur-la-situation-des-francais-les-plus-fragiles/
https://ctip.asso.fr/les-ip-affichent-des-resultats-2020-impactes-par-la-crise-sanitaire-et-la-taxe-covid/